

Scrutin en question au pays de Kabila

RDCongo Les entraves contre le principal opposant se font de plus en plus sévères.

Le 23 décembre, plus de quarante millions de Congolais sont attendus aux urnes pour un scrutin présidentiel, législatif et provincial particulièrement attendu dans ce pays où toutes les institutions législatives et le président Kabila sont hors mandat depuis plusieurs années.

Le scrutin présidentiel cristallise toutes les attentions et le "combat" se concentre désormais entre trois grands clans. D'un côté, le dauphin de Kabila, Emmanuel Ramazani Shadary, ancien ministre de l'Intérieur et secrétaire général du PPRD, le parti présidentiel. De l'autre, le tandem Félix Tshisekedi - Vital Kamerhe. Les deux hommes ont décidé de s'associer après avoir renié leur engagement de soutenir un candidat unique de l'opposition. Enfin, Martin Fayulu, élu de Kinshasa et originaire de la province du Kwilu. L'homme a été désigné, le 11 novembre dernier, comme

le candidat de l'opposition par sept opposants au régime de Kabila. Il bénéficie du soutien de deux opposants de poids, Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi, tous deux empêchés de concourir à la présidentielle.

Martin Fayulu, présenté comme un "petit" candidat par le clan Kabila au lendemain de son "intronisation" par l'opposition, semble incarner désormais l'alternative la plus crédible pour tous les critiques - très nombreux - du régime Kabila. Lors de ses premiers meetings, dans les Kivus, l'homme a drainé des foules incroyables et a fait naître un engouement que le pouvoir, peu enclin à s'effacer, n'avait pas anticipé. Depuis, il tente par tous les moyens de freiner sa campagne. Malgré cette répression,

Fayulu, même privé de certains de ses meetings, continue à envoyer l'image d'un plébiscite général aux quatre coins du pays, comme ce vendredi à Mbandaka, dans l'Équateur.

Le pouvoir, lui, donne désormais le

sentiment d'être aux abois et de chercher tous les moyens, même illégaux, de contrecarrer sa progression.

Incendie suspect

Jeudi, pendant la nuit, un entrepôt de la Ceni (Commission électorale nationale indépendante) a été la proie des flammes. Huit mille "machines à voter" auraient été détruites. Le pouvoir, tout en expliquant que cet incendie ne mettait pas en cause le scrutin, a laissé entrevoir la responsabilité du candidat Fayulu dans cet acte, alors qu'aucune enquête n'avait débuté.

"La chasse à l'homme est ouverte", lance un proche de Fayulu, tandis que les incidents, les arrestations se multiplient. Les risques de dérapages incontrôlés de la part du pouvoir, qui voit son favori distancé, sont de plus en plus réels. Dans ce contexte, la communauté des États d'Afrique australe (SADC) doit se réunir demain à Windhoek (Namibie) pour étudier la campagne en cours en RDC et tenter d'éviter un embrasement meurtrier.

H. Le.

Martin Fayulu, présenté comme un "petit" candidat par le clan Kabila au lendemain de son "intronisation".